

L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Relance économique post Covid-19

Le Bénin obtient 27,5 milliards FCFA

Le Bénin a levé le jeudi 04 août 2022 sur le marché financier régional Umoa-Titres, 27,5 milliards FCFA auprès des investisseurs de l'UMOA sur les 25 milliards FCFA sollicités. C'est dans le ... • (Page 03)

Insécurité alimentaire

La Banque mondiale présente son programme de riposte

La montée de l'inflation, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de profonds déséquilibres macroéconomiques ... • (Page 02)



Digitalisation

*826#, le nouveau code USSD d'offres hors connexion d'Ecobank-Bénin

• (Page 03)



Promotion des relations d'affaires entre l'Afrique et la Turquie • (Page 08)

Le 7^e forum WCI Ankara du 14 au 15 septembre 2022

Presse béninoise

« Le Matinal » célèbre son jubilé d'argent en décembre prochain

En prélude à la célébration de ses 25 ans d'existence, le quotidien « Le Matinal » a tenu, vendredi 05 août 2022 dans ses ... • (Page 04)

Lutte contre l'insalubrité

La SGDS et la mairie de Cotonou en action pour un cadre de vie propre

Comme de coutume depuis quelques mois, la Société de gestion des déchets et de la salubrité ... • (Page 04)

Fiscalité et comptabilité

Renouvellement du bureau exécutif de l'AGeCoFiB

L'Association des Gestionnaires Comptables et Fiscalistes du Bénin (AGeCoFiB) a organisé le samedi 6 août 2022 à Cotonou, son assemblée générale ordinaire. A cette ... • (Page 11)

Secteur de Fintech

Où sont passées les femmes leaders ?

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment tiré la sonnette d'alarme sur la rareté – surprenante – des femmes au sein du leadership de fintech (technologie financière), un secteur lucratif dont les ... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2

Insécurité alimentaire dans les pays en développement

La Banque mondiale présente son programme de riposte

La montée de l'inflation, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de profonds déséquilibres macroéconomiques, des pénuries d'énergie, d'engrais et de nourriture... autant de crises qui plombent les efforts déployés par les pays en développement face à la crise alimentaire. Pour soutenir les dirigeants, le Groupe de la Banque mondiale déploie une action rapide, de grande ampleur et efficace.

• **Félicienne HOUËSSOU**

Le Groupe de la Banque mondiale présente son programme de riposte pour aider les pays en développement à mobiliser des financements qui permettront de faire face à l'insécurité alimentaire, protéger les personnes, préserver les emplois, renforcer la résilience et relancer la croissance. Cette riposte vise à affronter la conjonction de crises tout en maintenant le cap du développement. Ledit programme a été exposé dans un document-cadre publié le 3 août dernier sous le titre "Navigating Multiple Crises, Staying the Course on Long-Term Development: The World Bank Group's Response to the Crises Affecting Developing Countries". Le document présente un cadre destiné à guider les projets du Groupe de la Banque mondiale sur une période de 15 mois allant d'avril 2022 à juin 2023. Il fait suite à la feuille de route publiée en avril 2022, qui prévoyait la mise à disposition de 170 milliards de dollars de financements au cours de cette période pour aider les pays en développement à traverser ces crises sans précédent. « Pour les aider, le Groupe de la Banque mondiale déploie une action rapide, de grande ampleur et efficace en mobilisant des financements qui permettront de faire face à l'insécurité alimentaire, protéger les personnes, préserver les emplois, renforcer la résilience et relancer la croissance », souligne le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. Le cadre d'action s'appuie sur les enseignements tirés de la riposte à la pandémie et aux



crises alimentaires passées. Il reconnaît que cette situation sans précédent nécessite un engagement fort et rapide pour aider les pays à contrer les risques de recul et pour maintenir le cap sur leurs objectifs de développement à plus long terme. Le Groupe de la Banque mondiale restera fidèle à son approche de développement vert, résilient et inclusif dans ses opérations.

Environ 170 milliards de dollars de financement

La répartition des ressources entre les pays et les domaines d'intervention évoluera en fonction des besoins spécifiques et de l'aptitude des programmes à atteindre les objectifs de développement et à soutenir les populations sur le terrain. Le cadre de riposte à la crise s'articule autour de quatre axes d'action. Primo, il s'agira de lutter contre l'insécurité alimentaire en soutenant la production, en facilitant le commerce, en apportant une aide aux personnes vulnérables et en investissant dans des systèmes alimentaires durables. Ces mesures s'inscrivent dans la droite ligne du programme de lutte contre l'insécurité alimentaire annoncé par le Groupe de la Banque mondiale le 18 mai 2022. Secundo, protéger les per-

sonnes et préserver les emplois pour aider à atténuer l'impact des crises à moyen et long terme. Ensuite, il faudra renforcer la résilience en identifiant et en appuyant des approches qui mèneront à long terme à une résilience durable. Et enfin, renforcer les politiques, les institutions et les investissements pour reconstruire en mieux en privilégiant des mesures de long terme qui permettront d'améliorer les résultats en matière de développement. Après consultation des actionnaires, le document-cadre confirme que le Groupe de la Banque mondiale fournira environ 170 milliards de dollars de financements en appui à ce programme de riposte à des crises multiples. Sur ce montant, 105 milliards de dollars seront apportés par la Banque mondiale (BIRD et IDA), 48 milliards de dollars par la Société financière internationale (IFC) et près de 9 milliards de dollars par l'Association multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Quelques 9 milliards de dollars devraient être financés par le biais de fonds fiduciaires. Le Groupe de la Banque mondiale a déjà fourni environ 53 milliards de dollars entre avril et juin 2022 pour accroître son soutien en faveur de la sécurité alimentaire et poursuivre sa riposte à la pandémie.

AUX DECIDEURS...

De l'oxygène pour le Trésor en novembre

Lorsque l'international journaliste Alain Foka s'obstine à soutenir que les élections en Afrique sont très onéreuses, il n'y a qu'à considérer l'exemple du Bénin pour s'en convaincre. Dans le cadre du renouvellement du parlement unicaméral, comptant désormais 109 députés aux termes de l'article 144 du Code électoral, les seuils des frais de campagne par candidat titulaire ont été revalorisés. Ainsi, l'article 173 dispose : « le montant du cautionnement à verser par candidat titulaire aux élections législatives est de 5% du montant maximum autorisé pour la campagne électorale ». L'article 97 du Code électoral fixe ce montant à 30.000.000F CFA. Les 5% du cautionnement sur les 30.000.000F donnent 1,5 million par candidat titulaire. Ainsi pour la liste des 109 candidats titulaires aux élections législatives, chaque parti politique devra déboursier 1,5 million x 109. Le résultat donne 163,5 millions de francs CFA pour le cautionnement par liste de candidatures. Le nombre de partis politiques légalement constitués est de 16. En supposant qu'une dizaine de partis politiques participeront à cette élection du 8 janvier 2023, le trésor public encaissera 1.635.000.000FCFA. D'après l'article 168 du Code électoral, « Cinquante (50) jours avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats titulaires et suppléants présentent une déclaration en double exemplaire, revêtue de leurs signatures et portant l'engagement que tous les candidats et leurs suppléants remplissent les conditions d'éligibilité prévues au titre II du présent livre ». Le dossier ainsi constitué n'est recevable par la CENA que s'il comporte entre autres et selon l'article 41 du Code électoral, la « quittance de versement, au Trésor public, du cautionnement prévu pour l'élection concernée. » Et 50 jours avant l'ouverture de la campagne électorale affiche le 3 novembre 2022. Ce cautionnement représente une bouffée d'oxygène pour le trésor public lorsqu'on sait qu'en fin d'année, les caisses de l'Etat sont tendues.

Dans le précédent Code électoral, chaque candidat titulaire aux élections législatives devrait payer 100.000F CFA pour le cautionnement, soit 8,300 millions de francs CFA pour la liste. Aujourd'hui qu'il faut payer 1,5 million de francs de cautionnement par candidat, cela représente 15 fois le montant du cautionnement par candidat comparativement aux élections de 2015 et 2019. Pour les partis politiques qui ne bénéficient pas encore du financement public, alors qu'ils remplissent l'essentiel des conditions, c'est de la mer à boire. Ils doivent faire preuve de beaucoup d'ingéniosité en privilégiant les dépenses les plus utiles. Car, il leur sera difficile dans une compétition où l'argent règne légalement en maître de rivaliser avec les autres partis qui profitent de la manne publique.

Après les cautionnements, l'économie sera dynamisée avec les autres dépenses électorales dont le plafond pour chaque candidat titulaire est de 30.000.000 FCFA. Mais la perspective d'une dynamique accrue de l'économie béninoise entre décembre 2022 et janvier 2023 dépendra aussi de la large participation aux élections des partis qui le désirent et qui remplissent les conditions. Car, par liste de candidatures, chaque parti déboursera théoriquement plus de 5 milliards de francs ; soit une cinquantaine de milliards de francs pour une participation étendue à 10 partis politiques.

Il est à souligner qu'en plus de ces fonds émanant des partis politiques qui participent au financement des dépenses électorales conformément aux dispositions du Code électoral, l'Etat, dans son rôle régalien financera les dépenses liées à la confection des listes électorales, à la sécurité du scrutin, aux frais de mission des personnels électoraux...

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour

L'incroyable escroquerie

Je prête du virtuel pour récolter du réel.



Eco secret

Cameroun : Le Fonds de garantie des entreprises élabore son plan d'affaires

Le compte à rebours pour la mise en place du Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises (FOGAPME) est enclenché avec l'élaboration d'un plan d'exploitation sous les auspices du ministère des Finances. Le Comité national économique et financier (CNEF) lors de sa session de juillet dernier a passé en revue les grandes lignes de cette structure de financement notamment le capital social, la surface financière, le modèle économique, la géographie du capital dont l'Etat-proprétaire devrait être l'unique actionnaire. Le business plan en cours de maturation devant précéder l'obtention des agréments auprès de la Commission bancaire.

Digitalisation

***826#, le nouveau code USSD d'offres hors connexion d'Ecobank-Bénin**

Le vendredi 05 Août 2022, Ecobank-Bénin a procédé à Cotonou, au lancement d'un nouveau code USSD, *826#, accessible aux abonnés de tous les réseaux GSM disponibles au Bénin. Il permet d'accéder à tous les services digitaux de la filiale Ecobank-Bénin sans connexion avec un téléphone intelligent.

● Bidossessi WANOU

Plus besoin de connexion internet ou d'un téléphone haut de gamme ou smartphone pour accéder aux offres de la banque digitale à Ecobank-Bénin. La filiale rend possible l'accès à son Mobile banking via le canal de l'USSD avec sa propre identité, le numéro 826. « Ecobank en s'investissant dans ce projet avec tous ses différents partenaires techniques, permet à toutes les couches défavorisées d'accéder aisément et facilement au Mobile banking », a confié dans son allocution au lancement du produit, Lazare NOULEKOU, Administrateur-Directeur général d'Ecobank Bénin. Il a salué l'accompagnement des différents partenaires, notamment l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP-Bénin) et les réseaux GSM avant d'insister sur l'intérêt de la digitalisation. « La digitalisation de



tous les services revêt une importance cruciale pour l'amélioration continue des prestations (...) Dans l'optique d'atteindre le plus grand nombre de personnes défavorisées et surtout celles n'ayant pas la possibilité de télécharger l'application via une connexion internet, Ecobank Bénin a voulu mettre un nouveau canal d'accès au profit des personnes disposant des

téléphones basiques », a-t-il précisé. Cette nouvelle offre devrait permettre de soulager toutes les couches défavorisées notamment en zone désertée et d'accroître sensiblement l'inclusion financière sachant qu'elles n'ont plus besoin de téléphone assez cher ou encore d'investir dans la connexion internet avant d'interagir avec leur banque. « Aujourd'hui, le

service est à portée de tous, quel que soit le téléphone que vous utilisez », a soutenu et martelé l'administrateur, directeur général d'Ecobank-Bénin, Lazare NOULEKOU. Selon Fortuné ATINDEHOU, Directeur de la banque des particuliers, « c'est l'outil qui portera un coup d'accélérateur aux initiatives d'inclusion financière dans notre pays (Bénin NDLR). En détail,

Wilfrang KITIHOUN, chef Division Agency Banking & Digital Sales a exposé au public, les différentes offres disponibles via ce nouveau canal et la procédure pour y accéder dans chaque cas. Entre autres, l'abonné peut procéder à différentes transactions : règlements de différentes factures, recharge de Crédits de communication, ouverture de compte Xpress, transferts d'argent, génération de code Xpress Cash pour des retraits en espèces sans carte bancaire, et la liste n'est pas exhaustive. Venus nombreux pour être témoins de cette innovation, les partenaires et clients ont posé diverses questions et ont été édifiés sur cette innovation de la Banque digitale par excellence au Bénin. Selon les responsables d'Ecobank Bénin, elle n'enlève rien à l'application Ecobank Mobile qui existe déjà, mais vient plutôt simplifier davantage la vie aux clients. Mieux, le nouveau service est autant sécurisé que les autres offres digitales mises

à disposition par Ecobank Bénin, a souligné le Directeur général.

Le code USSD en bref

Système de messagerie instantané ne consommant pas de bande et simple d'utilisation, le Code USSD est octroyé par l'Autorité de Régulation des communications électroniques et de la poste (Arcep-Bénin). Disponible avec la syntaxe *826# chez Ecobank, il vise à faciliter l'accès aux services bancaires mobiles disponibles sur l'application multifonctions Ecobank Mobile, cette fois-ci, sans aucun besoin de connexion et téléphone intelligent (smartphone). Une offre inclusive qui prend en compte les abonnés et clients où qu'ils soient sur le territoire national. Grâce à ce service, le client bénéficie d'une gamme variée de services bancaires mobiles innovants. C'est nul doute, la toute première dans l'environnement bancaire au Bénin.

**Relance économique post Covid-19****Le Bénin obtient 27,5 milliards FCFA**

Le Bénin a levé le jeudi 04 août 2022 sur le marché financier régional Umoa-Titres, 27,5 milliards FCFA auprès des investisseurs de l'UMOA sur les 25 milliards FCFA sollicités. C'est dans le cadre de l'émission des Obligations de Relance du Trésor de maturité initiale 3 ans.



● Abdul Wahab ADO

76,78% c'est le taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions de l'emprunt des Obligations de Relance du Trésor de maturité initiale 3 ans. Le Bénin à travers le

Trésor public, sous la responsabilité du Ministère de l'Economie et des Finances a mobilisé sur le marché financier régional Umoa-Titres 27,5 milliards FCFA pour un montant de 25 milliards sollicités. Le nombre de soumissionnaires est de

28 pour 12 participants. Le montant global des soumissions est de 44 milliards 194 millions 120 mille FCFA. Selon les caractéristiques de l'émission, dénommée « Obligations de Relance OdR », les fonds ainsi levés permettront d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'État du Bénin dans le cadre de ses plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire.

Commune de Djougou**Renforcement des capacités des femmes entrepreneurs**

L'ambassade des États-Unis près le Bénin à travers l'association des femmes entrepreneurs du Bénin et la Mairie renforcent les capacités des femmes de Djougou.

Renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes pour booster leurs activités afin d'obtenir de meilleurs chiffres d'affaires, c'est l'objectif principal de l'atelier de formation qui s'est ouvert ce vendredi 5 août 2022 à la bibliothèque CAEB de Djougou. Initié par l'Ambassade des États-Unis près le Bénin et mis en œuvre par l'association des femmes entrepreneurs du Bénin avec l'appui de la Mairie de Djougou, cet atelier prévu pour durer trois mois regroupe une vingtaine de femmes minutieusement sélectionnées. A l'ouverture, la secrétaire exécutive de la Mairie de Djougou représentant le Maire Abdoul Malik Séibou, a dit toute sa joie de savoir que Djougou dispose de femmes en-

trepreneures dynamiques pour hisser le flambeau de la Commune très haut. Zinsi Cornélie Vidémè a exhorté ces femmes à l'assiduité pour qu'au terme, les trois meilleures sur les 120 au plan national qui seront retenues proviennent de Djougou. Au nom du Maire, la patronne de l'administration communale a promis que la Mairie compte pérenniser ces acquis pour une plus-value pour la Commune. A en croire, Émilie Sama, Superviseur du programme Awe 2022, ce programme qui est à sa troisième édition, est créé par l'ancienne secrétaire d'État américain Hilary Clinton pour aider les femmes entrepreneurs à améliorer leurs activités en vue de participer efficacement au développement économique

et social de leur localité. Djougou regorge assez de potentialités pour être valorisée et les femmes entrepreneurs sont capables d'induire ce changement quantitatif et qualitatif. Au cours de l'atelier de formation, il sera question d'échanger avec les femmes sur les stratégies de communication, la communication digitale, l'amélioration des emballages et la qualité de leurs produits, le ciblage et les stratégies de distribution. Il faut préciser que la Commune de Djougou bénéficie de ce programme dans l'Atacora-Donga après les communes de Tanguéta et Natitingou.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-donga)

Secteur de Fintech

Où sont passées les femmes leaders ?

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment tiré la sonnette d'alarme sur la rareté – surprenante – des femmes au sein du leadership de fintech (technologie financière), un secteur lucratif dont les investissements mondiaux en 2019 s'élevaient à 55,3 milliards USD.

● Issa SIKITI DA SILVA

« Les femmes leaders dans le secteur de la fintech sont rares, même si les entreprises de technologies financières qui comptent plus de femmes dans leurs conseils d'administration ont tendance à mieux performer », martèlent quatre femmes économistes du FMI. Dans un document de recherche de 30 pages publié sur le site de cette institution de Bretton Woods, les auteures affirment qu'une part supérieure de 10% de femmes dans les conseils d'administration augmente les revenus d'environ 13%. « Les femmes leaders du secteur des technologies financières pourraient jouer un rôle-clé dans le développement, la commercialisation et la fourniture de produits financiers susceptibles de mieux répondre aux besoins des femmes, ce qui pourrait contribuer davantage à combler l'écart entre les sexes dans l'inclusion financière numérique », indiquent Purva Khera, Sumiko Ogawa, Ratna Sahay et Mahima Vasisht. Bien que le nombre de femmes qui occupent des postes de direction dans le secteur financier progresse rapidement, la fintech est à la traîne de la finance traditionnelle en termes d'équilibre entre les sexes, regrette l'Union internationale de télécom-



munication (ITU). Selon l'ITU, la main-d'œuvre technologique mondiale comptait 28,8% de femmes en 2020, et malgré la croissance de la représentation des femmes dans les conseils d'administration et dans les entreprises technologiques au cours des dix dernières années, il reste encore un long chemin à parcourir. « Sur près de 1 300 entreprises technologiques à travers le monde, les femmes occupent en moyenne 16,6% des sièges au conseil d'administration ».

Femmes fondatrices

A en croire les économistes du FMI citées ci-dessus, il y a très peu de femmes fondatrices dans le secteur de la fintech et la part des femmes dans les conseils d'administration des entreprises de la fintech est faible. « Nous constatons également que les entreprises ayant une proportion plus élevée de femmes au sein du conseil d'administration ont tendance à obtenir un financement plus élevé et

sont associées à des revenus plus importants. Ces résultats mettent en évidence la relation positive entre la diversité au sein du conseil d'administration de l'entreprise et la performance de l'entreprise tout en soulignant la nécessité d'impliquer davantage les femmes dans cette industrie », soulignent-elles. En même temps, poursuivent Purva Khera, Sumiko Ogawa, Ratna Sahay et Mahima Vasisht, s'attaquer aux préjugés auxquels les femmes fondatrices d'entreprises fintech sont confrontées dans la collecte de fonds pourrait faciliter le leadership des femmes dans le secteur et ainsi encourager de manière plausible davantage de femmes de rejoindre la fintech, à la fois en tant qu'employées et utilisatrices de fintech.

Placer des femmes à des postes de direction tend à stimuler l'innovation, à augmenter la productivité et à accroître la rentabilité, selon une étude de Deloitte.

Presse béninoise

« Le Matinal » célèbre son jubilé d'argent en décembre prochain

En prélude à la célébration de ses 25 ans d'existence, le quotidien « Le Matinal » a tenu, vendredi 05 août 2022 dans ses locaux, une conférence de presse pour annoncer l'évènement et dévoiler les activités au programme.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Créé en 1997, le journal « Le Matinal » célèbre en décembre 2022, 25 ans de parcours. Dans l'esprit de la grandeur qui l'a caractérisée durant ces années, le média entend donner un cachet spécial à cet évènement qui marque un tournant décisif dans son existence. Pour ce faire, plusieurs activités sont annoncées. Il s'agit de l'organisation d'activités ludiques, sportives et culturelles sanctionnées par des prix ou lots à gagner ; l'édition d'un Magazine spécial ; des journées portes ouvertes ; des causeries-débats sur la situation des médias au Bénin ; match de gala ; soirée de distinction et dîner de gala. Avec l'organisation de son jubilé d'argent, l'objectif du groupe de presse est : d'accroître la visibilité des clients pendant la



● Serge Adanlo, Pdt du Comité d'organisation

période de cette célébration ; d'améliorer les recettes de ses partenaires au terme de la célébration de cet anniversaire et de renforcer la relation de proximité entre les lecteurs, annonceurs et le journal et étendre son portefeuille commercial. Cette conférence de presse a, par ailleurs, été l'occasion pour le groupe de presse d'annoncer la renaissance de la radio Océan Fm partie en ruine suite à un incendie, il y a environ

9 mois. En reprenant ses activités, la radio, selon son directeur, Léonide Glégan, s'engage dans une nouvelle dynamique. Une application Océan Fm est désormais disponible pour permettre aux auditeurs de suivre les émissions quelle que soit leur position. Prenant la parole au nom du promoteur, Charles Toko, la Directrice des ressources humaines et de la logistique du groupe de presse et vice-présidente du comité d'organisation, Monique Dougbadji, a rendu un spécial hommage à tout le personnel du groupe de presse pour les efforts déployés quotidiennement pour maintenir allumée cette flamme depuis sa création. Elle n'a pas manqué d'inviter les annonceurs à se positionner pour augmenter la visibilité de leurs produits au cours des trois derniers mois de l'année grâce aux offres conçues.



● Vue des responsables du Groupe de presse

Lutte contre l'insalubrité

La SGDS et la mairie de Cotonou en action pour un cadre de vie propre

Comme de coutume depuis quelques mois, la Société de gestion des déchets et de la salubrité urbaine du Grand Nokoué (SGDS-GN SA) et la mairie de Cotonou ont organisé, samedi 06 août dernier, une campagne de salubrité dans la commune de Cotonou. Une initiative accompagnée par les populations des divers arrondissements.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Vitrine du Bénin, la ville de Cotonou se veut un meilleur cadre de vie à la hauteur des travaux d'urbanisation, d'asphaltage, etc. Engagées depuis quelques années, la Société de gestion des déchets et de la salubrité urbaine du Grand Nokoué (SGDS-GN SA) et la mairie de Cotonou s'investissent à rendre les rues de la capitale économique propres, mais aussi à inculquer aux populations des élans de salubrité. C'est dans cette logique et conformément au décret pris par le maire de la ville de Cotonou,

instituant une campagne de salubrité tous les 1ers samedis du mois, que la séance de balayage et de nettoyage a eu lieu, samedi 06 août. Du 1er au 13ème arrondissement, les populations n'ont pas manqué de se mobiliser pour accomplir, aux côtés de la SGDS et de la mairie de Cotonou, leur devoir civique. Pour ce qui est du 9ème arrondissement, ce sont les rues du quartier Vossa-Kpodji qui ont reçu sarclage et coups de balai par endroits. Selon le Chef du 9ème arrondissement de Cotonou, Augustin Houéssinon, il s'agit d'un exercice qui se fait en collaboration avec



● Vue de la photo de famille à l'issue de la campagne

chaque Chef de quartier. « Nous avons, explique-t-il, fait une programmation sur 1 an. Etant donné que nous avons 6 quartiers, chaque Chef quartier nous indique deux voies ; une voie pour la première tranche et une autre voie pour la seconde tranche ». Pour lui, le pro-

blème de la salubrité dans le 9ème arrondissement se pose en deux volets : la propreté des voies, et la gestion des ordures ménagères. Néanmoins, « nous n'allons pas baisser les bras, nous allons continuer jusqu'à ce qu'ils prennent le pli pour qu'ils com-

menent à assurer la salubrité eux-mêmes (citoyens, Ndlr). « Au niveau des populations, ça n'a pas encore pris dans tous les quartiers. A Vossa-Kpodji ici, il y a la particularité qu'une association le fait déjà (l'entretien des voies). On sent la population engagée ici, dans les autres quartiers ce n'est pas encore ça », va

expliquer Fabrice Dégbey, Superviseur de zone de la SGDS. Pour rappel, cette journée de salubrité initiée par la mairie de Cotonou et la SGDS bénéficie de la participation des PME en partenariat avec la SGDS, des associations de quartiers et d'arrondissements. Le cap est donc mis sur le premier samedi du mois de septembre.



Indicateurs économiques du Bénin

Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Fran CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note : *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Dégringolade**Le Royaume-Uni va entrer en récession**

La Banque d'Angleterre a décidé de relever son principal taux à 1,75%, soit une hausse de 50 points de base, la plus forte augmentation depuis 1995. (PHOTO D'ILLUSTRATION). Elle court, elle court, l'inflation. La Banque d'Angleterre estime ce jeudi que le pays va entrer en récession à cause de l'inflation galopante. En réponse à ce constat, elle a annoncé une hausse de ses taux directeurs d'un demi-point de pourcentage, mesure drastique. Le choix de la BoE de relever son principal taux à 1,75 %, soit une hausse de 50 points de base, la plus forte augmentation depuis 1995, risque aussi de peser sur l'économie en rendant les emprunts plus coûteux. L'inflation britannique devrait, selon le rapport de politique monétaire, poursuivre son escalade à plus de 13 % en octobre, un record depuis fin 1980, après avoir déjà atteint en juin 9,4 % sur un an. De quoi compliquer la tâche du futur Premier ministre, en pleine campagne des Conservateurs pour la succession de Boris Johnson qui voit les débats accaparés par la crise aiguë du coût de la vie traversée par les Britanniques.

Dégâts lourds pour l'économie

La flambée des prix du gaz depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine fait notamment prévoir



à la banque centrale une hausse douloureuse, de 75 %, du plafond des prix de l'électricité facturée aux consommateurs en octobre. Les dégâts seront lourds pour l'économie : « Nous prévoyons une contraction de la production chaque trimestre » entre les trois derniers mois de 2022 et les trois derniers de 2023, prévient la Banque d'Angleterre (BoE). Et « la croissance après cette période restera très faible », ajoute-t-elle, avec une hausse de 3,5 % en 2022, mais une première contraction du PIB de 1,5 % en 2023 et une deuxième de 0,25 % en 2024. « J'ai de la sympathie pour ceux qui se demandent pourquoi nous relevons nos taux maintenant et rendons la vie plus difficile », a assuré Andrew Bailey, gouverneur de la BoE, lors d'une conférence. « Mais l'option alternative est pire », a-t-il insisté.

« Toutes les options sur la table »
« Notre travail, c'est d'évi-

ter que l'inflation s'installe au-delà de deux, trois ans », comme elle l'avait fait dans les années 1970, complète Ben Broadbent, membre du comité de politique monétaire. Selon la BoE, mieux vaut ainsi agir plus fort maintenant que de voir le cycle de durcissement de la politique monétaire s'installer dans la durée. Andrew Bailey a indiqué que pour les réunions à venir, « toutes les options seront sur la table » et que la lutte contre l'inflation restait sa priorité. La BoE suit l'exemple de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne, qui ont choisi de monter leurs taux de respectivement 0,75 et 0,50 point de pourcentage en juillet. La banque centrale britannique a indiqué qu'elle voterait aussi, en septembre, sur la possibilité de commencer à vendre activement les obligations qu'elle détient dans le cadre de son programme de rachats d'actifs.

20 minutes

Sénégal**La démocratie monte d'un cran**

Le libéral décomplexé Abdoulaye Wade et le socialiste melenchonien Ousmane Sonko formeraient-ils un mariage de la carpe et du lapin ? Après deux alternances démocratiques en 2000 et en 2012, la démocratie sénégalaise monte encore d'un cran avec, une première dans l'histoire de ce pays qui vote depuis 1848, un quasi équilibre des forces entre l'opposition et le pouvoir. Le résultat du vote place le pays de la Teranga dans la même configuration que le Ghana, une autre grande démocratie ouest-africaine avec depuis les élections de 2020, un parlement comprenant 137 députés pour le parti au pouvoir (New Patriotic Party (NPP) du président Nana Akufo-Addo contre 136 députés pour le National Democratic Congress (NDC) de l'ancien président John Mahama lequel avait contesté les résultats dans un premier

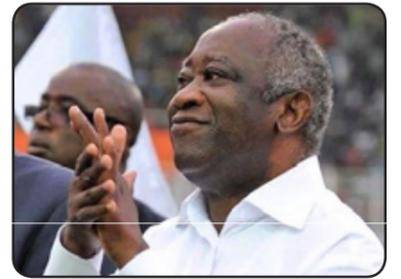
temps. Au Sénégal, au terme du scrutin historique du dimanche 31 juillet 2022, le résultat global consacre une rupture d'avec l'hyperprésidentialisme (défini à notre sens par un exécutif disposant d'une majorité absolue à la chambre des législateurs) dans une ambiance démocratique envers et contre quelques manchettes de la presse internationale. Ainsi, avec 82 députés, le camp présidentiel «Benno Bokk Yakaar» arrive en tête mais avec 42 députés en moins qu'il y a cinq ans. A l'inverse, les coalitions d'opposition «Yewwi Askan Wi », de l'opposant Ousmane Sonko, 47 ans, leader du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF), et « Wallu Sénégal », de l'ancien président Abdoulaye Wade, 96 ans, fondateur et dirigeant du Parti Démocratique Sénégalais (PDS), rentré au pays à la veille du scrutin, rem-

portent respectivement 56 et 24 sièges, soit 80 au total pour cette alliance. Trois députés appartenant à d'autres mouvances complètent l'hémicycle et seront de ce fait appelés à jouer les arbitres. Dans le fond, la question sera de savoir combien de temps tiendra l'inter-coalition qui rassemble fort à celle entre la carpe et le lapin ? Le Wallu du président Abdoulaye Wade est d'obédience plutôt libérale décomplexée alors que, de par son programme, porté entre autres sur la remise à plat des contrats miniers, un discours constant contre les multinationales et les incitations fiscales, Ousmane Sonko serait plutôt de tendance socialiste melenchonienne. Les points de friction entre les deux hommes sont nombreux à commencer par la possible candidature de Karim Wade aux présidentielles de 2024.

Financial Afrik

Côte d'Ivoire**Alassane Ouattara accorde la grâce présidentielle à Laurent Gbagbo**

Après avoir été acquitté par la CPI, Laurent Gbagbo était rentré en Côte d'Ivoire en juin 2021. Cependant il restait sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison par la justice ivoirienne pour le « casse » de la BCEAO. Le président Alassane Ouattara vient de gracier son prédécesseur Laurent Gbagbo. L'annonce a été faite par l'actuel chef de l'Etat ivoirien dans un discours prononcé ce samedi 06



août 2022 à l'occasion du 62ème anniversaire de l'indépendance du pays qui aura lieu ce dimanche. « Dans le souci de renforcer la cohésion sociale, j'ai signé un décret accordant la grâce présidentielle à M. Laurent Gbagbo » a indiqué le dirigeant qui a également ordonné le dégel des comptes de son prédécesseur et ancien rival. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'un processus de décrispation de l'atmosphère politique nationale qui avait vu Laurent Gbagbo faire son grand retour en Côte d'Ivoire il y a un peu plus d'un an. Entre 2010 et 2011 la crise électorale qui avait opposé l'ancien leader du FPI au président Ouattara avait fait plus de 3000 morts. Mis en détention à la cour pénale internationale (CPI), puis acquitté définitivement par la chambre d'appel de la Cour en mars 2021, l'ancien président Gbagbo restait sous le coup d'une condamnation à 20 ans de prison pour "le braquage" de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pendant la crise. La grâce présidentielle dont il vient de bénéficier répond aux demandes de plusieurs de ses partisans qui estimaient qu'une telle mesure était nécessaire pour faire évoluer le processus de réconciliation nationale. En juillet les deux anciens adversaires s'étaient déjà retrouvés avec l'ancien président Henri Konan Bédié, lors d'un entretien destiné à « décrisper le climat politique ». La nouvelle grâce présidentielle qui intervient après cette rencontre devrait permettre à ces leaders politiques, d'assoir les bases d'une élection présidentielle pacifique, débarrassée des fantômes du passé et qui se déroulera d'ici 3 ans.

Transports**Baisse de 6,4 % des volumes de fret aérien mondiaux en juin 2022**

L'assouplissement des restrictions liées à la Covid-19 et l'aboutissement de certaines négociations relatives au conflit russo-ukrainien ont aidé à la résilience de l'industrie aérienne qui semble bien partie pour éviter le scénario de nouvelles grosses baisses de performances imaginé par les observateurs. L'Association du transport aérien international (IATA), dans une note d'information publiée le 3 août, a révélé que la demande mondiale de fret, mesurée en tonnes-kilomètres de fret (CTK*), a connu un recul de 6,4 % en juin 2022, comparé aux données recensées le même mois en 2021. Ces chiffres représentent néanmoins une amélioration par rapport à la baisse de 8,3% enregistrée en glissement annuel en mai. Le premier semestre s'est achevé sur une note de repli de près de 4,3% de la demande mondiale par rapport aux statistiques du 2021. Ceci correspond toutefois à une hausse de 2,2 % en rapprochement avec les données semestrielles d'avant pandémie de 2019. La capacité globale des compagnies aériennes à l'échelle mondiale pour juin a été supérieure de 6,7% à celle de l'année précédente, alors que cette valeur observée durant les 6 premiers mois a connu une augmentation de 4,5% en glissement annuel. Les données recensées durant le mois de juin ont été influencées entre autres par l'assouplissement des mesures de confinement liées au variant Omicron en Chine, la croissance des volumes dans les nouvelles régions émergentes telles que l'Afrique et l'Amérique latine. « Il s'agit d'une solide performance, en particulier compte tenu des contraintes persistantes de la chaîne d'approvisionnement et de la perte de capacité due à la guerre en Ukraine. Les incertitudes économiques actuelles ont eu peu d'impact sur la demande de fret aérien, mais l'évolution devra être suivie de près au second semestre », a déclaré Willie Walsh, DG de l'IATA. Les performances par région au cours du mois de juin font observer une hausse de 5,7% des volumes de fret pour les transporteurs africains, avec des flux semestriels supérieurs de 2,9% aux niveaux de 2021. Pour ce qui est des autres régions du monde, hormis les transporteurs d'Amérique latine qui ont vu leurs volumes de fret croître de 19,6 % en juin 2022, toutes les autres parties du monde ont connu une chute du trafic, avec en tête les compagnies européennes (-13,5%), suivies de celles du Moyen-Orient (-10,8%), de l'Amérique du Nord (-6,3%) et d'Asie-Pacifique (-2,1%). Le niveau actuel de la demande n'a néanmoins pas eu d'incidence majeure sur les coûts du fret aérien qui demeurent élevés par rapport aux niveaux d'avant la crise Russo-Ukrainienne selon Willie Walsh. Intervenant sur l'émission Sunday Morning de la BBC le 10 juillet, il a indiqué que le prix du kérosène était 82% supérieur début juillet par rapport à la même période en 2021. « Le pétrole est l'élément le plus cher du coût de base d'une compagnie aérienne », avait-il déclaré, ajoutant qu'il était inévitable que les prix élevés du pétrole soient répercutés sur les clients des compagnies aériennes.

Ecofin du 04 Août 2022

BRVM 10	164,05
Variation Jour	↑ 0,90 %
Variation annuelle	↑ 6,87 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

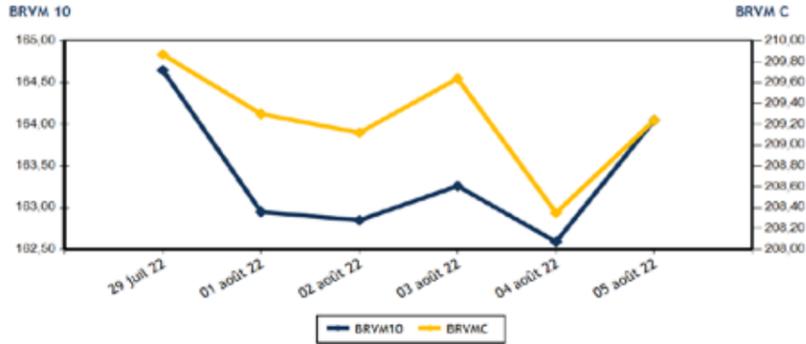
N° 150

vendredi 5 août 2022

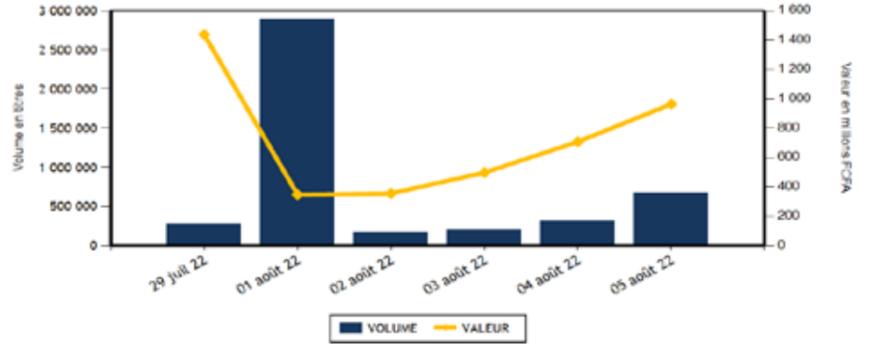
Site : www.brvm.org

BRVM Composite	209,24
Variation Jour	↑ 0,43 %
Variation annuelle	↑ 3,44 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 298 555 527 898	0,43 %
Volume échangé (Actions & Droits)	629 792	106,99 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	513 560 973	-14,91 %
Nombre de titres transigés	44	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	88,89 %
Nombre de titres en baisse	12	-29,41 %
Nombre de titres inchangés	15	-16,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 084 798 132 560	0,04 %
Volume échangé	45 028	334,80 %
Valeur transigée (FCFA)	450 343 100	330,98 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	4	-20,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 600	5,75 %	15,43 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	19	5,56 %	5,56 %
BICI CI (BICC)	6 900	5,34 %	-6,76 %
TOTAL CI (TTLC)	2 290	2,46 %	9,05 %
TOTAL SN (TTLS)	2 400	1,91 %	21,52 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 275	-7,46 %	0,00 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 350	-3,57 %	0,00 %
SMB CI (SMBC)	6 810	-2,58 %	0,00 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	830	-2,35 %	0,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 650	-1,79 %	0,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	108,91	-0,23 %	-1,09 %	6 755	32 632 380	26,62
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,55	0,05 %	6,17 %	12 923	152 105 270	9,42
BRVM - FINANCES	15	78,67	0,98 %	2,00 %	580 061	155 452 778	7,58
BRVM - TRANSPORT	2	462,23	0,26 %	-25,70 %	269	500 400	7,42
BRVM - AGRICULTURE	5	324,93	0,02 %	33,55 %	23 518	160 907 800	5,98
BRVM - DISTRIBUTION	7	376,59	0,37 %	-7,57 %	5 987	11 578 540	29,80
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 610,22	0,38 %	78,77 %	279	383 805	15,67
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,20	
Taux de rendement moyen du marché	6,91	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,89	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 167 376,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 557 958 472,57	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	27,82	
Ratio moyen de satisfaction	22,36	
Ratio moyen de tendance	80,36	
Ratio moyen de couverture	124,44	
Taux de rotation moyen du marché	0,06	
Prime de risque du marché	6,30	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dartyokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgibfs@biic-financialservices.com

Promotion des relations d'affaires entre l'Afrique et la Turquie

Le 7^e forum WCI Ankara du 14 au 15 septembre 2022**(Des BtoB, plus de 300 exportateurs turcs et 1000 entreprises et investisseurs africains)**

La septième édition du Forum mondial des industries de coopération (World Coopération industrie Forum-WCI) se tiendra du 14 au 15 septembre 2022, dans le Congressium Ankara. Durant deux jours, les hommes d'affaires turcs et africains partageront des moments ensemble pour davantage développer leur relation et réseau d'affaires. Utku Bengisu, Président du WCI Forum revient sur le parcours et donne des détails sur cette édition.

● Bidossessi WANOU

Après la sixième édition, en mars 2022, le Forum mondial des industries de coopération dénommé Forum WCI d'Ankara ouvrira ses portes pour la 7^e fois du 14 au 15 septembre 2022. Dans un contexte de relance économique, ledit Forum mondial comme à son habitude se préoccupera du renforcement des relations d'affaires entre l'Afrique et la Turquie. Au menu du grand- rendez- vous devenu incontournable dans les relations turco-africaines, des réunions BtoB, des ateliers et des séminaires. Selon les organisateurs, ce rendez-vous devrait permettre aux investisseurs africains d'entrer en contact avec des fabricants et promoteurs de divers produits et industries turcs. « WCI est un forum international visant à établir des contacts entre les fabricants et exportateurs turcs et les entreprises et hommes d'affaires africains », a fait savoir Utku Bengisu, Président/ WCI Forum qui a poursuivi : « Pendant 2 jours, plus de 300 fabricants et exportateurs turcs se rencontrent avec plus de 1000 entreprises et hommes d'affaires africains de différents secteurs. Tout ça pour créer de nouveaux réseaux ». En plus de sa proximité avec l'Afrique, le marché turc dense de 83 millions de consommateurs, offre de nombreux avantages en raison de ses atouts. 19^e économie au monde, 13^e plus grand PIB, la Turquie a également réussi à s'imposer sur le marché mondial en raison de la qualité et de la compétitivité de ses produits. C'est en définitive, une niche d'opportunités que le WCI travaille depuis 2017 à rapprocher des investisseurs africains. Les hommes d'affaires africains y sont donc les bienvenus de même que les fabricants et exportateurs turcs de tous les secteurs.

A bâtons rompus avec Utku Bengisu, Président/ WCI Forum

« Plus de 300 exportateurs turcs, plus de 1000 entreprises et investisseurs africains se rencontrent »

Qu'est-ce que le forum WCI ?

WCI est un forum international visant à établir des contacts entre les fabricants et exportateurs turcs et les entreprises et hommes d'affaires africains. Dans ce forum, pendant 2 jours, plus de 300 fabricants et exportateurs turcs se rencontrent avec plus de 1000 entreprises et hommes d'affaires africains de différents secteurs. Tout ça pour créer de nouveaux réseaux et concrétiser plus rapidement leurs projets d'export avec ces nouveaux partenaires. Il s'agit d'une série de forums d'affaires organisés pour les acheteurs, les entreprises de commerce extérieur et les commerçants des pays africains afin de connaître les PME (Petites ou moyennes entreprises) en Turquie. Mais aussi de pouvoir faire la connaissance avec tous les fabricants dans 81 villes de Turquie tous réunis dans la même place. Le septième forum WCI Ankara se tiendra le 14 et 15 septembre 2022, dans le Congressium Ankara. Le programme continuera pendant les deux jours de 9 heures jusqu'à 18 heures.

Parlez-nous de la genèse et le palmarès du WCI Forum ?

Le Forum WCI et la série de programmes de réunions d'affaires B2B ont débuté à Antalya en 2017. Le deuxième WCI forum s'est également poursuivi à Antalya en 2018. En 2019, le 3^e WCI a changé de place et s'est tenu à Istanbul. Malheureusement, en raison de la pandémie de COVID-19, le forum n'a pas eu lieu en 2020. Cependant, le forum a poursuivi son cours avec 2 autres forums en 2021, en Mars à Ankara et en septembre 2021 à Istanbul. Enfin, 280 fabricants et exportateurs de Turquie ont participé à l'organisation du 6^e Forum WCI d'Ankara qui s'est tenu du 16 au 19 mars 2022, et ils ont participé à des réunions d'affaires bilatérales B2B qui ont duré 2 jours avec 1000 importateurs africains représentant 741 entreprises de 41 pays africains différents. En ce sens, le Forum WCI a la distinction d'être le plus grand forum africain de Turquie. Dans ce forum le 27^e Premier ministre de la République de Turquie, M. Binali Yıldırım est venu à l'ouverture du forum d'Ankara en tant qu'invité d'honneur et a tenu un discours.



En plus M. Hasan Büyükdede, vice- ministre de l'Industrie et de la Technologie, M. Sezai Uçarmak, vice-ministre du Commerce, M. Gürsel Baran, Président de la Chambre de Commerce d'Ankara, M. Mahmut Asmalı, Président du Müsiad, Ministre de l'Industrie Financière et du Commerce Mahmoud Old Mohammed, Ministre de l'Entrepreneuriat du Niger Ali Bety, Ministre des Zones Economiques Spéciales de la République du Congo Emilie Oso et Ministre de l'industrie et du commerce du Mali, M. Mahmoud Ould Mohamed ont prononcé des discours lors de la cérémonie d'ouverture du Forum WCI, le plus grand forum africain de Turquie.

Que gagne-t-on à prendre part au WCI Forum en Turquie ?

La Turquie est la 19^e économie mondiale et est dans la 13^e place pour le PIB (Produit intérieur brut). Avec une population de 83 millions d'habitants, dont la plupart sont jeunes et dynamiques, la Turquie est devenue un fabricant clé dans de nombreuses industries telles que l'automobile, la construction, le textile, l'alimentation, les cosmétiques, les machines, l'ameublement, la santé etc., et ses produits sont dans les normes de l'Union Européenne. Grâce à sa situation géographique, la Turquie est un marché physiquement proche de l'Afrique par rapport à d'autres exportateurs comme la Chine et l'Inde. Donc, le Forum WCI vous offre une chance d'établir des liens directs avec les membres de l'industrie turque qui souhaitent investir sur le marché africain.

De plus, la Turquie dès 2 dernières décennies a pour objectif de renforcer ses relations avec le continent africain, ainsi, le nombre des Ambassades Turques opérant en Afrique, qui ne comptait que 12 Ambassades en 2002, est passé à 43 en 2021. En plus des ambassades, les activités sur le continent ont été élargies avec des institutions telles que TIKA, AFAD, l'Institut Yunus Emre, la Fondation Maarif, la Fondation religieuse islamique turque (DIANET), l'Agence Anadolu et aussi Turkish Airlines.

L'un des indicateurs les plus concrets du renforcement des relations avec le continent africain est le développement de nos relations économiques et l'augmentation exponentielle des chiffres commerciaux. Notre commerce total avec le continent africain est passé de 5,4 milliards de dollars en 2003 à 34,5 milliards de dollars fin 2021. Le volume d'échanges avec les pays d'Afrique subsaharienne (ASA), qui était de 1,35 milliard de dollars en 2003, a atteint 13 milliards de dollars en 2021. Malgré les conditions épidémiques et de la crise, le maintien du volume des échanges à un niveau stable en 2022 est une réalisation importante. Les investissements turcs sur le marché africain ont atteint 6 milliards de dollars. Finalement, jusqu'à 2022 les entrepreneurs turcs ont financés plus de 1750 projets d'une valeur de 81 milliard de dollars.

Qui peut prendre part au forum de la Turquie ?

Le forum sera fermé aux visiteurs extérieurs. Seules les entreprises étrangères et les entreprises turques agréées par l'organisateur peuvent visiter ou participer au salon. Les hommes d'affaires de toutes les régions d'Afrique, qui souhaitent coopérer, seront les bienvenus. Les fabricants et les exportateurs turcs, de tous les secteurs, peuvent y participer.

Quels secteurs peuvent participer ?

Agriculture et volaille – Biens de Consommation – Alimentation – Cuisine – Cuisine Industrielle – Equipements hôteliers – Meubles et décoration – Ménage – Hygiène – Santé et Médical – Cosmétique – Textiles et Mode – Cuir – Industrie de Jouet – Industrie de la Papeterie et les Stationnaires – Construction de bâtiments – Énergie – Électricité – Exploitation Minière – Machines – Outils – Automobile – Produits Militaires et de Défense etc.

Comment s'inscrire pour prendre part à ce Forum ?

Vous pouvez postuler avec le formulaire de participation en ligne (pré- candidature). Vous pouvez demander une brochure en français, anglais, turc ou arabe pour obtenir des informations plus détaillées. Quel que soit le package que vous souhaitez acheter, vous demanderez d'abord une facture. Après la réception de la facture proforma, le paiement doit être effectué.

Il existe différentes options pour effectuer des paiements : par banque, Western Union, notre agence de représentation dans votre pays, et carte de crédit en ligne.

Une fois le paiement effectué, WCI donnera le certificat de participation, la lettre d'invitation pour le visa et les détails de l'hébergement à l'hôtel. Après les avoir reçus, ils peuvent demander un visa turc dans leur propre pays.

Combien de paquets de participation y a-t-il ?

Nous avons 2 paquets de participation. Le premier : Le paquet basique, il y a la lettre de visa, 4 nuits d'hôtel de 4 étoiles en chambre simple pour 1 personne, transferts aéroport- hôtel, billet d'entrée de 2 jours, pause- café de 2 jours, participation à des réunions sans limites B2B, déjeuner de 2 jours, dîner de gala, excursion à Bolu. Le paquet basique couvre une personne avec une chambre simple et coûte 1350 euro. Le même paquet pour une chambre double pour deux personnes coûte 1550 euro en total.

Finalement dans le paquet VIP il y a la lettre de visa, 4 nuits d'hôtel 5 étoiles en chambre simple pour 1 personne, transferts aéroport- hôtel, billet d'entrée de 2 jours, pause- café de 2 jours, participation à des réunions sans limites B2B, déjeuner de 2 jours, dîner de gala, excursion à Bolu. Le paquet VIP couvre une personne avec une chambre simple et coûte 1600 euro. Le même paquet pour une chambre double pour deux personnes coûte 1950 euro par personne au total. Si vous achetez ces paquets avant le 30 juillet, vous bénéficierez d'une réduction sur les prix. Le paquet basique sera de 950 euro une personne avec une chambre simple et 1250 Euro pour une chambre double pour deux personnes. Le VIP sera de 1350 euro une personne avec une chambre simple et 1800 euro pour une chambre double pour deux personnes.

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://africangroupofnegotiators.org/
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	https://unfccc.int/fr/ACW2022
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	https://www.uneca.org/fr/6COM-RCR
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne, en bonne position, communiquera à ceux qui manient l'argent et à tous les financiers une habileté particulière. Vous pourrez réussir une opération financière de très grande envergure. La chance vous sourira dans vos opérations et transactions, malgré la conjoncture défavorable à d'autres signes.

Taureau Le Ciel astral sera relativement calme sur le plan financier. Jupiter devrait protéger vos affaires pécuniaires. Mais attention toutefois à l'impact de Pluton, qui pourrait vous faire oublier votre habituelle prudence en matière d'achats et de placements. Ne prenez pas de décision importante sur un coup de tête. Mieux vaudra, au contraire, réfléchir longuement et prendre conseil de personnes averties.

Gémeaux Pluton mal aspecté pourra provoquer quelques remous dans le domaine financier. Si votre situation pécuniaire est saine, tout ira bien. Dans le cas contraire, ce ne sera vraiment pas le moment de prendre des risques.

Cancer De nombreuses difficultés surgiront dans votre vie matérielle. Ne compliquez pas les choses en déliant trop facilement les cordons de votre bourse. N'oubliez pas cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Lion Vous qui rêvez toujours de gagner au Loto, vous devrez vous contenter de ce que votre travail vous rapporte. Ne vous plaignez pas : si les astres ne vous promettent aucun coup de chance exceptionnel, ils ne vous menacent pas non plus d'une quelconque catastrophe. Alors, même si vous êtes obligé de vérifier l'état de votre compte en banque avant de satisfaire vos envies actuelles d'achats, gardez le sourire en pensant à tous ceux qui ont moins que vous.

Vierge Cette influence du Soleil dans l'un des secteurs de votre thème liés à l'argent devrait être positif pour vos finances. Mais il vous faudra tout de même vous méfier de la Lune. Pour l'instant, votre situation financière est saine ; mais les jours à venir pourront être un peu plus difficiles. Si vous avez des économies, évitez donc de les dépenser : il est en effet beaucoup plus sage en ce moment de vous comporter en fourmi qu'en cigale.

Balance Vous rêvez de doubler vos revenus ? Ce n'est sans doute pas cette fois que vous y arriverez. Vous avez peur de vous retrouver sans le sou ? Ce n'est pas maintenant que votre équilibre financier va s'effondrer. Aucune planète de poids n'aura en effet d'impact direct sur les secteurs financiers de votre Ciel. Ce sera donc plutôt le statu quo côté argent.

Scorpion Evitez les dettes : vous pourriez avoir du mal à les rembourser au moment prévu, et cela vous mettrait dans une situation très pénible. Renoncez tout bonnement à la jouissance de certains produits ou gadgets, car les acheter à crédit vous vaudrait des soucis sans commune mesure avec les satisfactions qu'ils vous apporteront. Persuadez-vous que "les dettes réduisent l'homme libre en esclavage" (Syrus).

Sagittaire Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui pourront cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre.

Capricorne C'est décidé : vous allez consacrer tous vos efforts à améliorer votre situation matérielle. Vous aborderez cette journée avec de bonnes résolutions. Le tout sera de les appliquer ! Mais la planète Mercure vous soutiendra.

Verseau Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Poissons Sur le plan pécuniaire, vous aurez intérêt à élaborer une stratégie à moyen terme. C'est elle qui vous permettra d'obtenir les meilleurs résultats. Si vous voulez effectuer une importante transaction immobilière, prenez toutes les précautions nécessaires.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de

Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le

carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Denationalization of its National Oil Company

Nigeria's Boundary Countries Coming Soon in Turmoil

Muhammadu Buhari, President of the Federal State of Nigeria announced on Tuesday, July 19, 2022, the denationalization of the public oil company, Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC). Thus, the company will now be a commercial enterprise in its own right and the central State will no longer have to intervene.

In accordance with Nigeria's Petroleum Industry Act, which aims to revive this sector of importance to the economy, the Nigerian State has denationalized the Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), the national corporation. Henceforth, the State withdraws from the affairs of the company where it will no longer have to intervene as a decision-maker, as is the case for all other private companies or enterprises. This means that the NNPC will operate without government interference or funding. Nigeria, the largest oil producer in Africa, has great potential but has recently been struggling to take full advantage of it because of the poor management that prevails in this sector. Minister of State for Petroleum Resources Timipre Sylva explained that Nigeria had lost about \$50 billion in new foreign investment before the adoption of the new oil law. The country's current production capacity is estimated at 1.4 million barrels of oil per day, low compared to the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) quota of 1.8 million. Driven by corruption, inefficiency, high production costs and security concerns, the country has

received little investment in recent years. But created since 1977, the NNPC is one of the barons of production. It is the largest asset holder in the Nigerian oil and gas industry. In addition to exploration activities, the company is active in refining, petrochemicals, product transportation and marketing. NNPC is three refineries in Port Harcourt, Warri and Kaduna, and strategic business units focused on exploration and production, gas development, distribution, engineering and commercial investment. In other words, it has solid experience and will be able to participate in the recovery of the sector to improve its participation in the Nigerian economy and GDP. Because revenues from the oil sector account for the bulk of foreign exchange resources and about half of the state budget. That is why, "We are transforming our oil industry in order to strengthen its capacity and commercial relevance for current and future global energy priorities," even justified Muhammadu Buhari, President of Nigeria who added: "the creation of an independent and trade-oriented national oil company, which will operate without relying on state funding, will attract more



foreign investment."

Semi-darkness for the smuggling circuit

It is no secret that Nigerian oil has made several fortunate people in neighbouring countries such as Benin and Cameroon. Benin shares 780 kilometres of the border with Nigeria. In a study carried out by David Zounmènou and published on the website of the Institute of Security (ISS Today) in May 2021, "illegal fuel trade covers 80% of national demand. The smugglers buy fuel in Nigeria and bring it into Benin on motorcycles, using clandestine roads," we read. Thousands of barrels flow to these countries via the winding smuggling corridor. Hundreds of citizens of those countries were engaged in the trafficking of

petrol from Nigeria to those two countries, where they were compensating for the inability of service stations, which were still insufficient to meet all the demand. Better still, because of the thinness and porosity of the borders, several Beninese will be sourcing petroleum products from Nigeria and reselling them in Cotonou, in the departments of Ouémé and Plateau, which border Nigeria. While the litre of petrol is sold to more than 500 FCFA in service stations, in Benin 600 F diesel, at the entrance to Nigeria, particularly Owodé, Beninese people are coming from Cotonou, Porto-Novo and elsewhere and will be supplied with 290 or 300 FCFA. A cheap market that drains the world especially on Friday evenings and Saturdays mornings. A little closer to the borders, Ifangni, in the Plateau,

Porto-Novo in Ouémé, we have the liter between 350 and 400 FCFA. Profitable costs, a "cheap" that will soon take a hit due to the denationalization measure. With this withdrawal of the State from the market, the cessation of subsidies, the burden would fall more heavily on the private operator, the NNPC. Already in Nigeria, despite the fact that the state will remain to regulate the market, a slight increase in sales prices is already expected. On the basis of the reorganisation announced by the Nigerian President, Muhammadu Buhari, security and traffic control would be constantly strengthened, with difficulties for smugglers. In return, profitable countries such as Benin and Cameroon in particular will experience a reduction in their supply due to access difficulties. The consequence, one can be convinced, will be the auctioning also of contraband gasoline and the long queues in the service stations already in insufficient number to meet expectations.

Early anticipation in Benin, profits in sight

If States such as Benin have repeatedly undertaken in vain to struggle with this

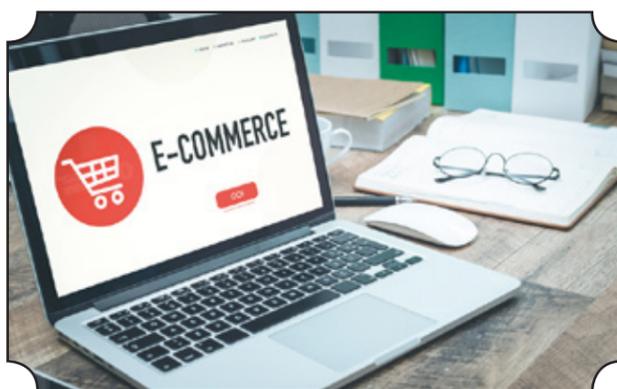
market because of its high share and its networks, this denationalization could offer new opportunities. In addition, the failure of the fight was often linked to the inability of the service stations to contain demand. But increasingly, they cover the territory better, especially in cities, and we could hope to see them better satisfy the market. However, the tension between Russia and Ukraine, which has repercussions on the entire international market for several products, including oil, will not make it any sooner easy for the country to take control of the situation. It will also be more difficult for people who have been used to fuel at lower cost for several decades. But this provision will undoubtedly make good business for the State. The reduction in the scope for smuggling, the decline that this measure will bring in Nigeria in the "black market for black gold", will lead to an improvement in the turnover of service stations and therefore in taxes or the state treasury. This decision could finally strengthen economic cooperation between the two States that last year signed an agreement to create a free trade area with respect for each other's rights.

Digital Sector

Good Prospects for Africa in E-Commerce

Online retail, commonly known as e-commerce, continues to make its way to Africa despite all sorts of challenges it faces. If in 2017, UNCTAD estimated that the African e-commerce market was worth around US \$5.7 billion, in 2021 this sector generated US \$28 billion in revenues, and this figure could reach US \$46.1 billion in 2025.

"African e-commerce has grown rapidly in recent years and this trend is expected to continue. There is potential for a large digital audience. Internet penetration has increased due to the large expansion of smartphones and mobile devices in general. Indeed, mobile e-commerce dominates the online shopping scene," said Mariam Saleh, an expert and researcher at Statista. However, many consumers who wish to use this service often complain about the difficulties they face in obtaining a debit or credit card. Indeed, while in some countries consumers obtain their debit cards on the same day as the opening



of accounts, customers of banks in other African countries are constantly experiencing difficulties in holding this valuable card, which guarantees access to online purchases. Sometimes the wait is so long that customers give up and leave without any trace. Mariam Saleh acknowledges the scarcity of

credit cards on the continent but welcomes the introduction of various digital payments that are becoming widespread in African countries, describing them as a key aspect for e-commerce.

"Alternative payment methods such as payment on delivery and mobile money are used by digital

buyers," she said.

Moving Ahead

Therefore, in Africa, whether there is a bank card or not, online retailing continues to make its way through the yard of the big. E-commerce revenues in Africa will continue to grow between 2021 and 2025, warned Statista, estimating the number of digital buyers in Africa at 281 million in 2020, and estimating an increase to 520 million by 2025. This increase will have shown a stable Compound Annual Growth Rate (CAGR) of 17% of online consumers for this market, according to forecasts from the International Trade Administration (ITA), an agency

of the U.S. Department of Commerce that promotes U.S. exports of services and non-agricultural goods. According to Statista, special attention should be paid to some of Africa's most competitive markets, namely Nigeria, South

Africa, Kenya, Morocco and Egypt.

In these countries, online retailing is booming thanks to several leading companies that operate in many other African countries, such as Jumia, Konga, takealot and Kilimall.

Adapted and Translated from French into English by:

Albéric Djomaki,

CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)

American Translators Association (ATA) Associate

Member

References:

<https://leconomistebenin.com/2022/08/04/secteur-du-numerique-de-bonnes-perspectives-pour-lafrique-en-e-commerce/>

<https://leconomistebenin.com/2022/08/04/denationalisation-de-sa-compagnie-petroliere-nationale-les-pays-limitrophes-du-nigeria-bientot-dans-la-tourmente/>

Commune de Djougou

Renforcement des capacités des femmes entrepreneures

L'ambassade des États-Unis près le Bénin à travers l'association des femmes entrepreneures du Bénin et la Mairie renforcent les capacités des femmes de Djougou.

Renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes pour booster leurs activités afin d'obtenir de meilleurs chiffres d'affaires, c'est l'objectif principal de l'atelier de formation qui s'est ouvert ce vendredi 5 août 2022 à la bibliothèque CAEB de Djougou.

Initié par l'Ambassade des États-Unis près le Bénin et mis en œuvre par l'association des femmes entrepreneures du Bénin avec l'appui de la Mairie de Djougou, cet atelier prévu pour durer trois mois regroupe une vingtaine de femmes minutieusement sélectionnées.

A l'ouverture, la secrétaire exécutive de la Mairie de Djougou représentant le Maire Abdoul Malik Séibou, a dit toute sa joie de savoir que Djougou dispose de femmes entrepreneures dynamiques pour hisser le flambeau de la Commune très haut. Zinsi Cornélie Vidémè a exhorté ces femmes à l'assiduité pour qu'au terme, les trois meilleures sur les 120 au plan national qui seront retenues proviennent de Djougou. Au



nom du Maire, la patronne de l'administration communale a promis que la Mairie compte pérenniser ces acquis pour une plus-value pour la Commune.

A en croire, Émilie Sama, Superviseur du programme Awe 2022, ce programme qui est à sa troisième édition, est créé par l'ancienne secrétaire d'État américain Hilary Clinton pour aider les femmes entrepreneures à améliorer leurs activités en vue de participer efficacement au développement économique et social de leur localité. Djougou regorge assez de potentialités pour être valorisée et les femmes entrepreneures sont capables d'induire ce

changement quantitatif et qualitatif.

Au cours de l'atelier de formation, il sera question d'échanger avec les femmes sur les stratégies de communication, la communication digitale, l'amélioration des emballages et la qualité de leurs produits, le ciblage et les stratégies de distribution.

Il faut préciser que la Commune de Djougou bénéficie de ce programme dans l'Atacora-Donga après les communes de Tanguéta et Natitingou.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-donga)

Inauguration d'un module de classes à Adamè-Ahito

Les enseignants dans les conditions optimales de travail

L'École primaire publique (Epp) d'Adamè-Ahito, dans le 2ème arrondissement de Bohicon, a bénéficié d'un module de trois classes plus bureau, magasin et latrine. Fruit de la coopération entre l'Association Mj pour l'enfance et la Mairie de Bohicon, ce joyau a été officiellement remis aux autorités éducatives, le jeudi 04 août dernier, à la faveur d'une cérémonie sobre présidée par le maire, Me Rufino d'Almeida.

Finie l'époque des classes en matériaux précaires à l'Epp/Adamè-Ahito. A la rentrée scolaire prochaine, écoliers et enseignants de cette école vont effectuer la reprise dans les conditions optimales de travail. A la cérémonie inaugurale, le directeur Richard Hounton l'a martelé à plusieurs reprises. « Ce joyau que vous mettez à notre disposition permettra d'oublier nos souvenirs douloureux et de relever la qualité de l'offre éducative », a-t-il déclaré. Même sentiment de joie du côté des écoliers. Leur représentante, Alladaka Marie, a salué la générosité de leur donateur tout en lui réitérant leur détermination à travailler pour mériter davantage leur confiance. François Agbodji, le chef région pédagogique a, pour sa part, exhorté la communauté scolaire et la population à l'utilisation judicieuse de l'ouvrage et à veiller à sa sécurisation afin qu'elle ne soit pas vandalisée. Le chef quartier et le président Ape ont pris l'engagement de sécuriser l'infrastructure car,



elle constitue pour eux un motif de souvenir. Michel Jestin, président de l'association Mj pour l'enfance qui soutient la vision du maire a promis d'autres surprises agréables pour Bohicon. Me Rufino d'Almeida a manifesté toute sa reconnaissance à l'endroit de ses partenaires. A l'en croire, l'Association Mj pour l'enfance est une grande chance, un partenaire stratégique pour la Commune étant donné qu'en moins d'un an elle a injecté plus de 60 millions dans l'éducation à Bohicon. « C'est inédit ! », s'exclame l'autorité communale. Pour lui, le premier pas sur le chemin du développement, c'est l'éducation. C'est

d'ailleurs ce qui justifie l'investissement massif qu'il accorde à ce secteur. Une quarantaine de salles de classes déjà construite en deux ans de gestion à la tête de la Commune. A l'issue de la phase protocolaire, les membres des différentes délégations ont eu droit à la visite guidée de l'infrastructure. Cap est ensuite mis sur le chantier en construction à l'Epp Agbanwémè pour apprécier l'évolution des travaux. Ici, l'autorité communale et le président de l'association Mj pour l'enfance sont satisfaits du niveau d'exécution des travaux qui prendront fin avant la rentrée prochaine.

Rock Amadji
(Correspondant
Zou-Collines)

Fiscalité et comptabilité

Renouvellement du bureau exécutif de l'AGeCoFiB

(Le président Rustico Rodrigue réélu pour un nouveau mandat de 3 ans)

L'Association des Gestionnaires Comptables et Fiscalistes du Bénin (AGeCoFiB) a organisé le samedi 6 août 2022 à Cotonou, son assemblée générale ordinaire. A cette rencontre, les rapports d'activités ont été présentés aux membres de l'Association par le bureau exécutif. Il a été procédé également à l'élection de nouveaux membres du bureau présidé par Rustico Rodrigue Raoul à qui les membres ont renouvelé leur confiance pour un nouveau mandat de 3 ans.

● Abdul Wahab ADO

Présentation du rapport d'activités suivie de débats ; présentation du rapport financier suivie de débats ; approbation des comptes par les commissaires aux comptes ; mise en place d'un présidium de trois (03) membres pour les élections et élection du nouveau bureau. Ce sont-là les temps forts de l'assemblée générale ordinaire de l'Association des Gestionnaires Comptables et Fiscalistes du Bénin (AGeCoFiB) tenue le 6 août 2022 à Cotonou. A l'ouverture des assises, RADJI Abdel Anziz, Secrétaire général de l'AGeCoFiB a rappelé aux participants, l'ordre du jour qui a été validé par les participants. « L'AGeCoFiB a désormais trois ans. Qu'est-ce que nous pouvons laisser après 3 ans ? La restitution des activités réalisées après 3 ans sur le plan administratif mais aussi sur le plan financier », a renchéri



Rustico Rodrigue, président sortant de l'AGeCoFiB. Dans la présentation, le SG a rappelé d'abord que c'est le 3 août 2019 que les membres du bureau exécutif sortant ont été élus. Il a fait part de toutes les formations organisées à l'endroit des membres (près d'une dizaine), les attestations, les publications dans différents organes de presse et réseaux sociaux ; l'enregistrement de l'association au ministère de l'intérieur, les projets en cours etc. Après la présentation du rapport d'activités du bureau exécutif fait par RADJI Abdel Anziz, Secrétaire

général de l'AGeCoFiB, le rapport financier du bureau exécutif de 2019 à fin juillet 2022 a été soumis à l'examen des membres par Salimatou SABI ZINGUI, Trésorière générale de l'AGeCoFiB. La trésorière générale a fait le point des frais d'adhésion ; les cotisations ; les dépenses effectuées etc.

Les deux rapports ont été adoptés par les membres avec des félicitations. Il faut préciser que les commissaires aux comptes ont examiné les deux rapports sur la gestion du bureau exécutif. Le représentant des commissaires aux comptes a félicité

les membres du bureau exécutif. Après la présentation des rapports et leur adoption, le comité de l'élection des membres du nouveau bureau exécutif a été installé. A l'issue du vote, les membres de la liste « la Persévérance » ont été élus pour siéger au bureau exécutif de l'AGeCoFiB.

Le président Rustico Rodrigue présente les défis

Réélu aux termes des assises, le président, Rustico Rodrigue dont le mandat a été renouvelé a fait savoir : « L'AGeCoFiB est une association qui regroupe les professionnels de la comptabilité, de la fiscalité, de l'audit et du contrôle de gestion. Son but principal est de contribuer au renforcement des capacités de ses membres. Nous sommes une jeune association très connue par les financiers. L'activité phare de l'AGeCoFiB est le renforcement des capacités de ses membres. Car, la formation est le levier de développement. Nous allons continuer

les efforts pour repositionner l'AGeCoFiB ». Il a invité chacun de ses collaborateurs au sein du bureau à plus d'engagement pour

atteindre les défis assignés par les membres dont la mobilisation de nouveaux adhérents, le paiement des cotisations.

Les nouveaux membres de l'AGeCoFiB

- 1-Président :Rustico Rodrigue
2-1^{er} vice-président : DHOSSI Elysée
3- 2^{ème} vice-président :DISSOU Abdou
4-Secrétaire Général ;RADJI Abdel Anziz
5- Secrétaire Général adjoint : ANIOLOUNDA Précious
6-Trésorier Général :BOKOSSA Eustache
7- Trésorier Général adjoint :ZINGUI Salimath
8- Responsable à l'information : GBADAMASSI Fawaz
9- Responsable à l'information adjoint :GNANHOU SPéro
10- Responsable à l'organisation :TOGBE Michael
11- Responsable à l'organisation adjoint :ANANI Aimée

Commissaires aux comptes

- 1- ACHIBE Marcel
2- SOSSOU Yolande

Conseillers

- 1- BEKOU Rodrigue
2- EDALO Théophile

Avez-vous un projet innovant ?



Candidatez au
Moov Africa Startup Challenge
et tentez de gagner jusqu'à
6 000 000F de financement.

Inscription jusqu'au 17 Août

Envoyez vos candidatures à l'adresse email :
startupchallenge2022@moov-africa.bj

Plus d'infos: www.moov-africa.bj



Un monde nouveau vous appelle